

La voix de l'Opposition de gauche

Mystification. L'idiot utile du régime a encore frappé.

21 août 2012

Ou comment faire croire que Hollande et son gouvernement pourrait faire une autre politique répondant aux besoins des travailleurs, alimenter cette illusion qui sera usée avant 2017, voilà à quoi sert Mélenchon.

- Jean-Luc Mélenchon a réclamé lundi le soutien de l'aile gauche du PS pour "*booster la gauche*" et faire avancer les idées négligées, selon lui, par la majorité.

Il est comme Pierre Laurent, il "*rêve*" (libération.fr 15.08), mais attention, pas d'une société idéale qui n'existera jamais, vous êtes prévenus !

- David Assouline, le porte-parole du PS, a estimé à quelques jours de l'université d'été du PS, à La Rochelle, qu'il s'agissait d'une vaine polémique destinée à meubler le vide laissé par la droite depuis la défaite de Nicolas Sarkozy.

De là à laisser penser que le philistin Mélenchon joue le jeu de la "*droite*" il n'y a qu'un pas...

La tortue ou le serpent de mer.

- Il (David Assouline) a le "*sentiment du devoir accompli*" et "*l'ambition intacte de changement*". Les socialistes "*salueront la mobilisation exceptionnelle de François Hollande et du gouvernement pour agir vite, mais sans précipitation*", a-t-il dit.

Autoproclamation, autojustification, autosatisfaction, prétentieux, arrogants, hautains, orgueilleux, ils sont bien puants de la tête aux pieds, Fabius a dit que le président syrien ne méritait pas d'exister, eux non plus, sauf que lui, aussi détestable soit-il, ne prétend pas se faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Et pendant ce temps-là, il y en a qui se placent et qui flattent le monarque pour faire partie de sa cour.

- Jean-Christophe Cambadélis a qualifié pour sa part de "*sans-faute*" les cent premiers jours de François Hollande, jugeant que Jean-Luc Mélenchon était "*impatient*". "*Mais, nous, nous voulons conduire patiemment le changement pour qu'il dure*", a-t-il dit sur RFI.

Traduisez : faisons en sorte de faire croire que le changement est en marche pour rester au pouvoir le plus longtemps possible, et au diable la caissière ou le manutentionnaire qui s'impatientent parce qu'ils ne parviennent pas à boucler la fin de mois avec leur salaire de misère.

La serpillière et le charbonnier.

- Le président du Parti de gauche a néanmoins continué lundi à donner de la voix, en appelant notamment à Benoît Hamon, ministre délégué chargé de l'Économie sociale et solidaire. "*Nous*

avons un terrain commun, la gauche du Parti socialiste et nous, le Front de gauche. Nous avons des mots d'ordre, une vision du monde en commun", a-t-il dit sur France Inter, en citant également Julien Dray, Henri Emmanuelli et Marie-Noëlle Lienemann, autres figures de la gauche du PS.

Vous avez dès lors le droit de mettre le PG dans le même sac que le PS.

On définissait le PG comme un appendice du PS, s'il le dit lui-même, c'est mieux ! Vous pouvez avoir autant de visions du monde que vous voulez, il n'y en aura qu'une qui correspondra à la réalité du point de vue des intérêts collectifs des exploités. A moins qu'on nous explique qu'il est impossible de se représenter la réalité et de l'interpréter comme elle est, ce qui revient à nier son existence, mais sans prouver qu'elle ne pourrait pas exister, et dès lors être interprétée, puis saisie sur un plan historique.

On peut toujours nier la légitimité de la grève entamée par des mineurs sud-africains pour obtenir une augmentation de salaire, que leurs salaires sont misérables, mais on ne pourra pas nier que le gouvernement a envoyé la mitraille pour qu'ils cessent leur grève et qu'il est coupable d'avoir lâchement assassiné des mineurs.

Entre "amis", en famille.

- *"Mes amis, vous devez peser de tout votre poids pour obtenir les lois dont nous avons besoin"*, a-t-il ajouté. *"Assez de paroles, des actes. Nous avons besoin que vous veniez nous aider dans notre bataille pour booster la gauche. C'est nous la locomotive, bon sang ! Venez mettre un peu de charbon pour qu'elle avance !"* Jean-Luc Mélenchon, qui avait dénoncé dans un entretien au Journal du dimanche le "creux" des cent premiers jours de François Hollande, l'a qualifié lundi de "brave homme".

Sortez la boîte à cirage ! Un homme de paille, un pauvre type quoi, c'est flatteur !

Il feint d'ignorer, à moins que ce soit un fieffé "crétin", ce qui est parfaitement possible - généralement ces gens-là ne font rien d'autre que s'écouter parler, que la direction du PS et le PS tous courants confondus ont adopté le marché, l'économie capitaliste, qu'ils n'ont plus rien à voir avec le socialisme qui coïncide avec les intérêts des masses exploitées, donc ils sont au pouvoir pour gérer la société pour le compte des capitalistes et rien d'autres, capitalistes qui d'ailleurs ne s'y sont pas trompés, hier encore la France a emprunté sur les marchés à un taux négatif et les agences de notation se sont fait particulièrement discrètes depuis le 6 mai, ensemble ils soutiennent le gouvernement, ce qui ne vous aura pas échappé. Monsieur Mélenchon voudrait nous faire prendre des vessies pour des lanternes en affirmant qu'il pourrait en être autrement, c'est du domaine de la mystification pour tromper les travailleurs.

Allons plus loin.

Il est arrivé dans le passé qu'un gouvernement de Front populaire dirigé par le PS ou par un parti de l'Internationale jaune se propose de mettre en oeuvre un programme social favorable aux travailleurs, sans aller jusqu'à la rupture avec le capitalisme, ils en sont définitivement incapables, ce qui chaque fois déclencha une réaction violente de la part de la réaction qui s'y opposa.

Pris de panique le gouvernement recula précipitamment et décréta une "pause" dans les réformes, ce qui lui valut de se couper des masses. Ensuite, le gouvernement une fois affaibli, la réaction redoubla ses coups pour l'acculer, car ce qu'elle visait c'était sa chute, elle ne pouvait se contenter

d'un consensus ou de demi-mesures. Au-delà, il lui fallait mater le prolétariat, lui infliger une défaite pour lui imposer son propre programme.

Le gouvernement de Front populaire ne pouvant pas se résoudre à prendre de telles mesures répressives contre les masses qui l'avaient porté au pouvoir sous peine de se couper définitivement avec elles, il ne lui restait plus qu'à passer le témoin à la réaction, à l'appeler au pouvoir sans même qu'il le réclame, les dirigeants du PS ou de la SFIO (ainsi que ses alliés stalinien) ou son clone en Espagne, au Chili, etc. expliquant à qui voulaient bien les entendre qu'ils avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour servir les intérêts des travailleurs, en vain, alors qu'en réalité non seulement ils n'avaient jamais été jusqu'à rompre avec le capitalisme, ils avaient refusé de mobiliser l'ensemble de la classe pour soutenir ces mesure sociales, pour finalement reporter sur la classe ouvrière la responsabilité de leur échec et la boucle est bouclée. Je ne sais plus qui a dit que les peuples avaient les gouvernements qu'ils méritaient, on pourrait attribuer cette formule au PS et ses satellites.

Tartufe vend la mèche des agités du bocal.

- Dans Le Figaro paru lundi, le ministre du Travail, Michel Sapin, minimise ces désaccords. "*La gauche ne s'agite pas plus qu'il n'est logique, attendu et habituel*", dit-il. (source : lepoint.fr 20.08)

Elle est pareille à elle-même, on n'en a jamais douté, c'est la raison pour laquelle nous ne lui avons pas donné notre voix !

Au fait monsieur Mélenchon qui revenez de chez le colonel Chavez, comment se porte le "*socialisme du XXIe siècle*" ?

Question : quand Chavez se réjouit de la hausse du cour du pétrole dont le Venezuela est l'un des plus importants producteurs au monde, quand il refuse d'augmenter la production pour empêcher que le prix du pétrole chute, ils ne se soucient pas vraiment du sort des peuples qui à travers le monde doivent payer l'essence à un tarif prohibitif, en Inde par exemple, pays qui comme chacun sait importe tout son pétrole et qui est classé parmi les pays riches, Chavez s'engraisse sur notre dos sans que cela lui pose vraiment un cas de conscience, non ?

Vous me direz que cela ne changerait rien puisque ce sont les multinationales américaines, britanniques et françaises qui fixent les prix, et les gouvernements qui prélèvent des taxes ensuite. Certes, mais si le baril était à 15 ou 20 dollars au lieu de tourner autour de 100 dollars, nous disposerions d'un argument imbattable à la fois contre les multinationales et les gouvernements pour exiger la baisse du prix de l'essence à la pompe.

Mais bon, il faut bien financer le "*socialisme du XXIe siècle*"...